Si les femmes faisaient la grève...

Autor(en): **Dardel, Isabelle de**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **37 (1965)**

Heft 4

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-125777

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Si les femmes faisaient la grève...

Aux Etats-Unis, en Europe, surtout en Angleterre et en France ont paru, ces derniers temps, des enquêtes, des rapports, des études très poussées sur la situation de la femme qui travaille au-dehors, ce qui ne l'empêche pas, la plupart du temps, de diriger son ménage, d'élever ses enfants ou encore de subvenir aux besoins de sa famille. Il s'agit, en général, de commissions formées de spécialistes dans lesquelles travaillent en équipe des personnalités de notoriété: des économistes, des sociologues, des médecins, des psychologues qui peuvent être désignés par les gouvernements pour examiner sous tous ses angles la condition de la femme. Sur le plan international, le BIT s'est largement préoccupé de ce problème depuis longtemps.

En Suisse, le branle a été donné sur le plan fédéral et aussi sur celui des cantons. Voyez, par exemple, la reclassification des salaires féminins dans l'administration vaudoise. D'autre part, plusieurs travaux de diplômes très intéressants ont été publiés récemment par les élèves de nos Ecoles sociales sur le même sujet. C'est une véritable prise de conscience qui se fait un peu partout dans le monde sur les conditions dans lesquelles la femme accomplit son travail.

De tous ces documents, de ces thèses et de ces rapports, une constatation crève les yeux: l'importance du travail féminin, jusqu'ici sous-estimé, presque méprisé, en tout cas moins bien payé par rapport à celui de l'homme, dans l'économie du pays. Une deuxième constatation s'impose, corollaire de la première: plus vous montez haut dans l'échelle, moins vous trouvez de femmes aux postes de commande qui exigent des capacités que seules peuvent donner une bonne instruction et une formation professionnelle complète. Plus vous descendez dans l'échelle, plus vous voyez le nombre des femmes augmenter dans l'exécution des travaux subalternes qui n'exigent qu'une demi-qualification ou pas de qualification du tout. Ce phénomène est général. S'il a cours dans les pays occidentaux – et vous imaginez bien que la Suisse ne fait pas exception – il est encore plus accusé aux Etats-Unis. La publication récente de l'ouvrage de Betty Friedan, *La Femme mystifiée,* et du rapport déposé par la commission instituée par le président Kennedy sur la situation de la femme américaine le confirme. Nous voilà donc bien loin de cette femme américaine tant enviée et adulée, reine et maîtresse dans sa maison, et l'économie nationale.

Un commentateur de la Télévision française, au cours d'une émission appelée «L'Europe des femmes», a dit: «L'Europe sans les femmes serait condamnée à l'asphyxie.» En effet, si elles n'étaient pas présentes pour tenir leur place dans l'économie, notre niveau de vie descendrait en flèche. Songez qu'il y a vingt-cinq millions de travailleuses uniquement dans les pays du Marché commun. En Suisse, un travailleur sur trois est une femme. Elles sont 800 000 et c'est là un chiffre qui recouvre celui des travailleurs étrangers à fin 1964. Elles représentent donc un tiers de ce qu'on nomme la population active.

Lors d'une émission à Radio-Genève, qui a eu lieu au début du mois de janvier, Mme Denise Gouverneur a fait un tableau vivant de ce qui se passerait dans la ville de Genève si, un beau jour, les femmes déclaraient la grève. Elle a montré comment la vie de la cité se paralyserait progressivement dans tous les secteurs où elles sont en majorité: dans les bureaux, les écoles, les télégraphes et le téléphone, les magasins de toutes espèces, les hôtels et les hôpitaux. Pour se faire une idée claire des répercussions que cette grève aurait dans le domaine de l'industrie, elle est allée interroger différents secrétaires syndicaux. Voici ce que l'on a entendu dire de la part du secrétaire général de la Fédération des métallurgistes et horlogers pour la Section de Genève:

— Eh bien! je pense que si les femmes devaient du jour au lendemain être absentes du circuit industriel, ne serait-ce que de l'industrie métallurgique, ce serait en tout cas une catastrophe. Comme certaines industries utilisent jusqu'à 80%, voire 85% de personnel féminin, ce serait l'arrêt de la fabrication.

Mme Gouverneur a posé la même question au secrétaire général de la FOMH, à Berne:

— Un seul exemple: l'industrie horlogère, qui occupe plus de 50% de personnel féminin. La métallurgie occupe plus de 20 000 femmes, mais la proportion est beaucoup plus faible que pour l'industrie horlogère. Certaines industries pourraient continuer leur fabrication, d'autres seraient très touchées, en particulier celles qui s'occupent de l'électronique et de l'appareillage.

Quant au secrétaire général des syndicats chrétiens, à Genève, il a rétorqué:

— Je m'occupe particulièrement du secteur textile... Si les femmes ne travaillaient plus dans les maisons de textile, les messieurs se promèneraient tout nus...

Tout le monde est d'accord. En Suisse aussi, les femmes sont devenues indispensables à l'économie nationale. Encore faudrait-il qu'elles aient l'instruction, puis la formation professionnelle pour y tenir une place honorable. Nos filles ne sont pas assez ambitieuses et leurs parents pas assez pour elles, sous le prétexte fallacieux qu'elles vont se marier. Est-ce si sûr que cela? De toute façon, une femme capable, même si elle n'exerce pas ou plus son métier, se valorise à ses propres yeux et aux yeux des autres. Et d'ailleurs combien de mères de famille, une fois leurs enfants élevés, ne désirent-elles pas trouver ou retrouver un travail intéressant en dehors de leur ménage? Si elles n'ont pas eu de formation, elles sont alors condamnées à ronger leur frein au lieu de continuer à mener une vie pleine et d'être utiles à la société.

Isabelle de Dardel.